



## Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

## Hors commission - Composition du Conseil de Métropole pour le mandat 2020-2026

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole doit délibérer avant le 31 août 2019 afin de définir sa composition à l'issue du renouvellement municipal de mars 2020, en application de l'article L.5211-6-1, VII du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

L'article L.5211-6-1 CGCT offre aux Métropoles deux hypothèses de répartition des sièges de leur Conseil entre leurs communes membres :

- Le droit commun, qui se compose d'une répartition proportionnelle des sièges entre les communes à la plus forte moyenne, selon leur poids démographique, pondérée (article L.5211-6-1, III et IV CGCT) ;
- L'accord de répartition (ou accord local), qui permet d'ajouter à la répartition de droit commun jusqu'à 10% de sièges supplémentaires (article L.5211-6-1, VI CGCT).

Les calculs d'attribution des sièges s'effectuent sur la base des chiffres de population municipale de l'INSEE, authentifiés par décret n°2018-1328 du 28 décembre 2018.

Quelle que soit l'hypothèse retenue, le Préfet de l'Hérault devra, avant le 31 octobre 2019, valider la délibération prise par le Conseil de Métropole, par un arrêté constatant le nombre total de sièges et le nombre de sièges par commune.

Après présentation des deux hypothèses de répartition aux Maires des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole en Conférence des Maires, il a été décidé à la majorité des Maires présents d'adopter le principe de la répartition de droit commun pour composer le futur Conseil de Métropole pour le mandat 2020-2026.

Cette répartition de droit commun des sièges est calculée de la façon suivante :

- 1<sup>ère</sup> étape : Détermination du nombre théorique de sièges (article L.5211-6-1, III CGCT). Selon le décret du 28 décembre 2018 précité, la population totale de Montpellier Méditerranée Métropole est de 465 070 habitants. Ainsi, la Métropole dispose en principe de 80 sièges,
- 2<sup>ème</sup> étape : Répartition proportionnelle de ces 80 sièges (article L.5211-6-1, IV CGCT) entre les communes, selon la règle de la plus forte moyenne. A ce stade, 19 communes sont représentées,
- 3<sup>ème</sup> étape : Attribution d'un siège à toutes les communes (au nombre de 12) qui n'en disposent pas encore (article L.5211-6-1, IV CGCT). Cela a pour conséquence de ramener le nombre total de sièges à 92,
- 4<sup>ème</sup> étape : écrêtement des sièges de la commune de Montpellier, car aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges (article L.5211-6-1, IV CGCT). Sur les 57 sièges attribués initialement à la commune de Montpellier, 11 sont donc répartis entre les autres communes selon la règle de la plus forte moyenne.

A l'issue de ces calculs, les 92 sièges du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole seront donc répartis pour le prochain mandat de la manière suivante :

<b>Commune</b>	<b>Nombre de sièges</b>
Baillargues	2
Beaulieu	1
Castelnau-le-Lez	5
Castries	1
Clapiers	1
Cournonsec	1
Cournonterral	1
Le Crès	2
Fabrègues	2
Grabels	2
Jacou	1
Juvignac	3
Lattes	4
Lavérune	1
Montaud	1
Montferrier-sur-Lez	1
Montpellier	46
Murviel-lès-Montpellier	1
Pérols	2
Pignan	1
Prades-le-Lez	1
Restinclières	1
Saint-Brès	1
Saint-Drézéry	1
Saint Geniès des Mourgues	1
Saint Georges d'Orques	1
Saint Jean de Védas	2
Saussan	1
Sussargues	1
Vendargues	1
Villeneuve-lès-Maguelone	2
<b>Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>92</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la répartition de droit commun pour composer le Conseil de Métropole lors du mandat 2020-2026,
- soumettre à Monsieur le Préfet de l'Hérault cette répartition, pour prise de l'arrêté préfectoral l'entérinant avant le 31 octobre 2019,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-87218-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.